

Déclaration de presse du Comité International d'Accompagnement de la Transition (CIAT)

1. L'élection présidentielle (deuxième tour) et les élections provinciales approchent. Afin que la campagne électorale, les scrutins et l'après scrutins se passent dans un climat de paix, de calme et de sérénité, le CIAT requiert le cantonnement de toutes les unités des FARDC, sur l'ensemble du territoire national, à l'exception de celles engagées dans des opérations conjointes avec la MONUC à l'Est du pays. La sécurisation des élections est une tâche de la Police Nationale Congolaise et non pas de l'armée dont les attributions sont différentes.

2. Par ailleurs le CIAT est fortement préoccupé par l'abondance et la circulation sans contrôle d'armes et d'hommes en armes dans la ville province de Kinshasa. Le CIAT et l'ensemble de la communauté internationale condamneraient sans réserve quiconque reprendrait les armes dans cette capitale où la population civile serait ainsi menacée. Ils condamneraient d'autant plus tout nouveau recours à des armes lourdes, aux chars ou autres engins de guerre qui ne doivent être utilisés que pour la défense du pays. Pour que les risques de nouvelles violences et affrontements armés soient réduits au minimum, le CIAT requiert :
 - a. Le strict cantonnement de toutes les unités militaires des FARDC dans la province de Kinshasa, sans exception, ainsi que de leurs armements lourds et collectifs;
 - b. La stricte interdiction de la circulation d'hommes en armes dans la province à l'exception des agents en mission officielle, des agents de la Police Nationale Congolaise et des forces multinationales ;
 - c. La réduction et le cantonnement des forces des deux candidats et leur substitution, jusqu'à la fin du processus de transition, par la MONUC et l'EUFOR dans leur fonctions de protection ;
 - d. L'établissement d'un mécanisme de vérification et de contrôle du respect du cantonnement, notamment à l'aide d'officiers de liaison, ainsi que l'application de sanctions à l'encontre de tout contrevenant.

3. Le CIAT fait appel à tous les responsables politiques, militaires et civils congolais à s'engager à respecter et à promouvoir le respect de ces mesures afin que le processus électoral puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles, dans l'intérêt supérieur de la Nation.

4. Enfin, le CIAT rappelle à tous les acteurs de la transition l'obligation de respecter strictement les dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatives aux restrictions à l'importation d'armes en République démocratique du Congo.

5. [Le CIAT est composé des cinq pays membres permanents du Conseil de Sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie), de la Belgique, du Canada, de

l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Gabon, de la Zambie, de l'Union Européenne (Commission et Présidence), de l'Union Africaine (Commission et Présidence) et de la MONUC]

Fait à Kinshasa, le 11 septembre 2006